MOTION - PROJET LGV BORDEAUX-TOULOUSE

COMMUNE DE BERNOS BEAULAC

Le 2 juillet 2017 Monsieur Macron déclarait qu'il était nécessaire d'abandonner les projets de nouvelles lignes pour concentrer les efforts sur le transport du quotidien.

Quatre ans plus tard Monsieur Castex reprend les projets, dont celui à trois branches : Bordeaux, Toulouse, Dax, dit GPSO, imaginé il y a trente ans dans un contexte environnemental, économique et financier très différent.

Considérant que la création de lignes nouvelles impacterait très fortement et de manière irréversible notre commune qui, déjà coupée nord/sud par l'autoroute, le serait est ouest par la LGV;

Considérant que l'impact sur notre site Natura 2000, le Ciron, la Gouaneyre, qui sont reconnus pour la richesse de la biodiversité, notre forêt, nos zones humides, serait catastrophique;

Considérant que les travaux vont occasionner plus de trois millions de tonnes de CO2 dans une période COP26 où le climat est au centre des préoccupations ;

Considérant que ces travaux vont engendrer des détournements de voirie qui vont fortement impacter les riverains, triplant pour certains les trajets domicile/travail, diminuant de fait le pouvoir d'achat ;

Considérant les nuisances de tous ordres générées par ce type de chantier : cohorte de camions sur nos routes qui ne le supporteront pas, durant la phase de construction puis en phase d'exploitation.

Considérant que sur les huit kilomètres huit cents de notre village cent sept hectares de territoires naturels seront détruits ;

Considérant que la réduction des déplacements professionnels de moins de 24 heures, rendue possible par les nouveaux outils numériques, ne justifie plus la recherche de grande vitesse ;

Considérant qu'en laissant Toulouse à environ 3 h 15 de Paris en passant par Bordeaux, la construction d'une LGV resterait insuffisamment concurrentielle vis à vis de l'avion en terme de temps de trajet pour capter une part significative du trafic aérien entre la capitale et la métropole occitane

Considérant que dans le cadre de la communauté de communes du Sud Bazadais, au travers du PADD et du PLUI nous avons axé notre stratégie de développement du tourisme vert sur notre commune avec la mise en valeur des richesses qu'elle détient ;

Considérant que ce projet méprise les habitants en les taxant par le biais de la TSE (taxe spéciale d'équipement) alors qu'ils auront déjà participé au financement de ces lignes qui détruisent irrémédiablement leur commune ;

Considérant que ces mêmes habitants sont plus que jamais dans l'attente d'une modernisation des trains du quotidien au départ de Langon , ils n'ont pas le métro à leurs portes ;

Considérant que le Conseil départemental de la Gironde s'est positionné lors de son vote du 22 novembre en faveur des transports locaux du quotidien, et surtout du RER girondin ;

Considérant que la CDC du Sud Bazadais a adopté la motion contre la LGV pour la réhabilitation des existants le 24 novembre ;

Considérant que la réhabilitation et la modernisation des lignes existantes Bordeaux/Toulouse, Bordeaux/Dax offriraient des performances satisfaisantes en termes de temps de trajet, de capacité et de desserte des territoires en coûtant moitié moins et en épargnant 110 villages et 15 ha de territoires naturels par km consommé, pour le réaménagement des tracés existants ;

Considérant l'aspect psychologique dévastateur sur les populations concernées ;

LES ELUS DE BERNOS BEAULAC SE DÉCLARENT :

Totalement opposés à la construction de toute ligne nouvelle à grande vitesse imposant à notre commune une géographie de quatre parties ;

Totalement opposés à ce que leurs entreprises et leurs contribuables financent la construction et l'entretien d'un projet qui leur est nuisible, dont l'utilité est plus que contestable et dont l'équilibre financier ne sera jamais atteint ;

Totalement opposés à toute forme de participation financière à destination d'un projet qui va à l'encontre de l'intérêt local ;

Favorables à l'aménagement des lignes existantes permettant de faire circuler des trains rapides, des intercités les RER girondins pour répondre aux véritables attentes des citoyens ; (études indépendantes du Cabinet Robert Claraco entre autres).